

GLOSSAIRE - Travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Activité à forte valeur ajoutée	Fait pour une entreprise ou un pays de commencer à produire des biens ou à fournir des services qui génèrent davantage de valeur ajoutée par salarié. La valeur ajoutée désigne le montant qui s'ajoute à la valeur du bien ou du service à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement (par exemple, aux stades de la fabrication ou de la distribution), hors coûts initiaux.	• BIT: S. Barrientos (2007): « Global Production Systems and Decent Work », (Genève, BIT, document de travail n° 77). • BIT: J. Humphrey (2004): « Upgrading in global value chains », (Genève, BIT, document de travail n°28).
Agriculture de subsistance	Forme d'agriculture dont les produits sont « essentiellement» destinés à être consommés par les agriculteurs qui la pratiquent et leur famille. Elle se caractérise par une production et une dotation en capital faibles. L'OIT la classe dans l'emploi informel.	• F. Heidhues, M. Brüntrup. 2003. «Subsistence Agriculture in Development: Its role in processes of structural change» dans S. Abele et K. Froberg (dir. de publication): Subsistence Agriculture in Central and Eastern Europe: How to Break the Vicious Circle?, Institute of Agricultural Development in Central and Eastern Europe IAMO Volume 22. • Institut Für Agrarentwicklung In Mittel - Und Osteuropa (IAMO). « Subsistence Agriculture in Central and Eastern Europe: How to Break the Vicious Circle?» dans <i>Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe</i> (dir. de publication) S. Abele et K. Froberg. http://edoc.bibliothek.uni-halle.de/servlets/MCRFileNodeServlet/HALCoRe_derivate_00000947/sr_vol22.pdf • BIT: <i>Travail décent et économie informelle</i> , rapport VI, Conférence internationale du Travail, 90e session, Genève, 2002. • BIT: R. Hussman. 2004. « Measuring the informal economy: From employment in the informal sector to informal employment », document de travail N°. 53 (2005, Genève).
Approvisionnement international	Procédure de passation de marchés qui consiste à obtenir des produits, des services, des technologies, des processus et des fournitures auprès de fournisseurs situés à l'étranger et à les coordonner à l'échelle mondiale. Voir également: entreprise donneuse d'ordre.	• Trent, Robert J; Monczka, Robert M. 2003. « Understanding integrated global sourcing», dans <i>International Journal of Physical Distribution & Logistics Management</i> . pp. 607-629. • Paul Scheffler. 2015. <i>Global Sourcing: performance and competition. How to benefit from an international scope</i> . Logos Verlag (Berlin, 2015).
Avancées économiques; Montée en gamme sur le plan économique	Sur le plan économique, le processus de montée en gamme est le fait pour des entreprises et des travailleurs de progresser dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en passant d'activités à faible valeur ajoutée à des activités à valeur ajoutée relativement élevée. Ce processus peut notamment porter sur les procédés, les produits, les aspects fonctionnels ou sur la chaîne d'approvisionnement. • Montée en gamme des procédés: changements apportés aux procédés de production afin d'en améliorer l'efficacité; • Montée en gamme des produits: évolution du type de produits proposés, ce qui nécessite souvent de faire appel à une main-d'œuvre plus qualifiée capable de fabriquer des articles plus élaborés; • Montée en gamme fonctionnelle: accroissement du degré d'intégration verticale des biens et services fournis par une entreprise dans une chaîne d'approvisionnement mondiale donnée; • Montée en gamme dans les chaînes: fait pour une entreprise spécialisée dans un segment d'une chaîne d'approvisionnement mondiale de se tourner vers de nouvelles branches d'activité ou de nouveaux marchés.	• G. Gereffi: «The global economy: organization, governance, and development», dans N. Smelser et R. Swedberg (dir. de publication): <i>The Handbook of Economic Sociology</i> , chap. 8 (Princeton University Press, 2005), p. 171
Avancées sociales; Montée en gamme sur le plan social	Aux fins du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016), processus par lequel le travail décent se concrétise progressivement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce concept est aligné sur les quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent. Ces objectifs «indissociables, interdépendants et [qui] se renforcent mutuellement» sont: l'emploi, la protection sociale, le dialogue social et les droits au travail, auxquels s'ajoutent les objectifs transversaux de l'égalité entre hommes et femmes et de la non-discrimination.	• BIT: <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i>, Rapport IV, Conférence internationale du Travail, 105e session, 2016, Genève, 2016.

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Banalisation des biens de consommation; Standardisation des biens de consommation	Processus par lequel des produits fabriqués par divers producteurs deviennent si semblables du point de vue de l'acheteur que la concurrence s'exerce uniquement au niveau des prix. Des biens identiques étant vendus au même prix, les acheteurs finissent par ne plus avoir de préférence quant à la marque et peuvent donc aisément passer d'un fournisseur à un autre. Il en résulte une vive concurrence au niveau des prix ainsi qu'un risque important d'échec pour chaque producteur. En s'intensifiant, la concurrence mondiale a amplifié ce phénomène de banalisation des biens de consommation.	Banque mondiale: <i>Science, Technology, and Innovation: Capacity Building for Sustainable Growth and Poverty Reduction</i> (Washington, 2008). Disponible à: http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/2008/05/30/000334955_20080530030734/Rendered/PDF/439520PUB0Box310only109780821373804.pdf
Chaîne d'approvisionnement mondiale	S'entend de l'organisation transfrontalière des activités nécessaires pour produire des biens ou fournir des services, depuis l'utilisation d'intrants jusqu'à la commercialisation en passant par différentes phases de conception, de fabrication et de livraison. Voir également: réseaux de production mondiaux; chaînes de valeur mondiales.	BIT: Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, Rapport IV, Conférence internationale du Travail, 105e session, 2016, Genève, 2016, p. 1.
Chaîne de valeur dominée par des producteurs	Chaînes d'approvisionnement dans lesquelles ce sont les entreprises donneuses d'ordre qui ont le plus d'influence sur le processus de production. Un fabricant de premier plan, en général transnational, coordonne le réseau de production. Voir également: chaîne(s) de valeur dominée(s) par les acheteurs.	Gereffi, G. « The Organization of Buyer-Driven Global Commodity Chains: How U.S. Retailers Shape Overseas Production Networks ». (dir. de publication) G. Gereffi et M. Korzeniewicz, dans <i>Commodity Chains and Global Capitalism</i>, chap. 5, Praeger Publishers, pp.95-122.
Chaîne de valeur dominée par les acheteurs	Chaînes de valeur dans lesquelles les producteurs sont tributaires des décisions que prennent les distributeurs et les entreprises donneuses d'ordre. La production est généralement assurée par des entrepreneurs qui interviennent dans différents maillons de la chaîne et qui sont situés dans des pays en développement. Ce type de chaîne d'approvisionnement est plus fréquent dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (par exemple l'habillement, le jouet, l'électronique grand public). Voir également: chaîne(s) d'approvisionnement dominée(s) par les producteurs.	Gereffi, G. «The Organization of Buyer-Driven Global Commodity Chains: How U.S. Retailers Shape Overseas Production Networks ». (dir. de publication) G. Gereffi and M. Korzeniewicz, dans <i>Commodity Chains and Global Capitalism</i>, chap. 5, Praeger Publishers, pp.95-122.
Chaîne de valeur mondiale	Le morcellement des procédés de production et la dispersion internationale des tâches et des activités réalisées ont fait apparaître des systèmes de production sans frontières – sous forme de chaînes successives ou de réseaux complexes, à l'échelle mondiale ou régionale ou encore entre deux pays. Ces systèmes sont couramment appelés « chaînes de valeur mondiales ». Aux fins du rapport soumis à la Conférence internationale du Travail, ce terme est considéré comme synonyme de «chaînes d'approvisionnement mondiales». Voir également: réseaux de production mondiaux; chaînes d'approvisionnement mondiales.	CNUCED: <i>Rapport sur l'investissement dans le monde 2013. Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement</i> (New York et Genève, 2013).
Contrats zéro heure	Type de contrat qui ne garantit pas un nombre minimum d'heures de travail. S'il peut être avantageux pour certaines catégories de travailleurs (accès au marché du travail, horaires de travail réduits qui peuvent être utiles pour les étudiants), ce système présente des inconvénients: - faible sécurité de l'emploi; - absence d'horaires de travail prévisibles et réguliers. Dans des cas extrêmes, les travailleurs connaissent de longues périodes d'inactivité; - bas salaires et grande insécurité de revenu; - absence de prestations sociales essentielles, comme la retraite ou l'assurance-maladie; - insatisfaction professionnelle.	BIT: <i>On-call work and «zero hours » contracts</i>, fiche d'Information N°. WT-15, Programme des conditions de travail et d'emploi, Secteur de la protection sociale, mai 2004.

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Croissance économique inclusive; Croissance économique partagée	Désigne le fait de réduire la pauvreté et les inégalités et de promouvoir le développement et le bien-être humains en veillant à ce que chacun puisse contribuer à la croissance économique et en tirer parti, en particulier les plus marginalisés. L'objectif de développement durable n° 8 vise à «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, l'emploi et un travail décent pour tous». Voir également: progrès social; développement durable; développement inclusif.	• Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2010. « La vraie richesse des nations: Les chemins du développement humain », <i>Rapport sur le développement humain</i> (New York, 2010). • Catholic Agency For Overseas Development (CAFOD). 2014: <i>What is 'inclusive growth?',</i> document de travail, août. • Site web des objectifs de développement durable. Disponible à: http://www.un.org/sustainabledevelopment/economic-growth/
Déficit de gouvernance	Défaut d'application de la législation en vigueur (ou absence de législation) qui régit directement ou indirectement le respect des droits de l'homme par les entreprises. Etant donné que la portée de la législation et de la réglementation du travail ainsi que la compétence juridictionnelle en la matière sont par définition nationales, l'approvisionnement transfrontalier en biens et en services rend difficile le contrôle de la conformité des lieux de travail. Les structures réglementaires sont créées et appliquées par des autorités gouvernementales qui ne disposent pas toujours des ressources ou des compétences spécialisées nécessaires pour contrôler le respect des règles dans tous, ou presque tous, les lieux de travail. Les gouvernements n'ont pas tous pu s'adapter aux changements rapides dus à l'ouverture des marchés à la concurrence mondiale, ce qui a fait apparaître des déficits de gouvernance.	• HCDH: <i>Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer»</i> (New York et Genève, 2011). • BIT: <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i>, Rapport IV, Conférence internationale du Travail, 105e session, 2016, Genève, 2016.
Délocalisation	Expression employée pour désigner l'utilisation de biens et de services produits ou fournis en dehors de l'entreprise dans un pays étranger. Ce transfert peut être réalisé à l'étranger au sein du même groupe d'entreprises affiliées (l'entité-mère transfère des activités à ses filiales à l'étranger, et il s'agit alors d'une délocalisation interne) ou en dehors du groupe d'entreprises affiliées (l'entité-mère transfère des activités à des entreprises qui ne lui sont pas affiliées, et il s'agit alors d'une délocalisation externe). Voir la Figure 2.1 du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016) Voir également: externalisation; relocalisation; internalisation.	• Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2007): <i>Offshoring and Employment Trends and Impacts</i>. pp. 15 - 21. • L. Abramovsky et R. Griffith: «Outsourcing and offshoring of business services: How important is ICT?», dans <i>Journal of the European Economic Association</i> (2006, vol. 4, no 2-3), p. 595.
Développement durable	Défini en 1988 dans le rapport de la commission Brundtland comme un mode de développement qui «répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Il repose sur trois composantes indissociables: développement social, développement économique et développement environnemental. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comporte 17 objectifs porteurs de changements et appelés objectifs de développement durable (ODD), qui englobent tous les aspects du développement durable. Voir également: progrès social; croissance économique inclusive; développement inclusif.	• BIT: <i>Le travail décent au service du développement durable</i>, Conférence Internationale du Travail, 97e Session, rapport I(A), disponible à: http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc96/pdf/rep-i-a.pdf • Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (rapport Brundtland), 1987. http://www.un-documents.net/our-common-future.pdf • Nations Unies: <i>Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030</i> (2015).

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Développement inclusif; Développement profitable à tous	Le développement inclusif ou profitable à tous est multidimensionnel: a) recul durable et significatif de la pauvreté, sous l'angle du revenu et d'autres paramètres; b) diminution durable et importante de la proportion des personnes exposées au risque de pauvreté; c) progrès notables en faveur du plein emploi productif dans des conditions de travail et de rémunération décentes; et d) niveaux d'inégalités faibles et stables ou diminution durable et significative des inégalités. Voir également: progrès social; développement durable; croissance économique inclusive.	• I. Islam (BIT), A. Chowdhury (CESAP), <i>The limits of conventional macroeconomics: Why one need not focus on structural transformation and inclusive development</i>. Disponible à: http://www.voxeu.org/debates/commentaries/limits-conventional-macroeconomics-why-one-need-not-focus-structural-transformation-and-inclusive-development [Données du 4 avril 2016].
Dialogue social	Participation des travailleurs, des employeurs et des gouvernements aux décisions relatives à l'emploi et à toute question afférente au lieu de travail. Il englobe toutes les formes de négociation, de consultation et d'échange d'informations entre les représentants des trois groupes susmentionnés qui portent sur des questions d'intérêt commun relatives aux politiques économiques et sociales et aux politiques du travail.	• BIT: <i>Dialogue social: discussion récurrente en vertu de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable</i>, rapport VI, Conférence internationale du Travail, 102e session, Genève, 2013, paragr. 15.
Economie informelle	Toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui – en droit ou dans la pratique – ne sont pas couvertes ou sont insuffisamment couvertes par des dispositions formelles.	• Site Web du BIT -http://www.ilo.org/global/topics/employment-promotion/informal-economy/lang-fr/index.htm • Conférence internationale du Travail, 90 e session (2002): Résolution concernant le travail décent et l'économie informelle.
Effet de propagation	Mesure qui produit un impact plus important que l'effet initial recherché, ou qui touche une population plus large que celle qui est directement ciblée.	• M. Angelucci et V. Di Maro (2010): « Program Evaluation and Spillover Effects: Impact-evaluation guidelines », Banque interaméricaine de développement. Disponible à: http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=35173297
Entreprise donneuse d'ordre; Entreprise principale	Entreprise qui contrôle la chaîne d'approvisionnement mondiale, définit les paramètres auxquels les autres entreprises intervenant dans la chaîne doivent se conformer et qui généralement est responsable de la commercialisation finale du produit. Il ressort des travaux de recherche sur la question que les entreprises donneuses d'ordre constituent souvent le point d'accès aux marchés des pays développés, grâce à leur réseau de production mondial.	• J. Humphrey et H. Schmitz: «Inter-firm relationships in global value chains: trends in chain governance and their policy implications», dans <i>International Journal of Technological Learning, Innovation and Development</i> (2008, vol. 1(3)), pp. 258-282. • J. Humphrey et H. Schmitz: «The Value of Value Chains: Spreading the Gains from Globalisation» (dir. de publication.) G. Gereffi and R. Kaplinsky, IDS Bulletin (2001, vol. 32(3)). • W. Milberg et D. Winkler: <i>Outsourcing economics: Global value chains in capitalist development</i> (Cambridge University Press, 2013).
Externalisation	Pratique consistant à acheter des biens et des services auprès de fournisseurs externes au lieu de les produire au sein de l'entreprise. L'externalisation peut se produire dans le pays où l'entreprise est établie (externalisation au niveau national) ou à l'étranger (externalisation à l'étranger). Voir la Figure 2.1 du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016) Voir également: délocalisation; relocalisation; internalisation.	• Thésaurus du BIT. • Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2007): <i>Offshoring and Employment Trends and Impacts</i>. pp. 15 - 21. • L. Abramovsky et R. Griffith: «Outsourcing and offshoring of business services: How important is ICT?», dans <i>Journal of the European Economic Association</i> (2006, vol. 4, no 2-3), p. 595.
Fiscalité redistributive	Au sens large, fait d'utiliser les politiques fiscales et les politiques de transferts sociaux à des fins redistributives pour réduire les inégalités de revenu.	• M. Luebker: <i>Income inequality, redistribution and poverty: Contrasting rational choice and behavioural perspectives</i> (document de recherche du BIT No.1, 2012).
Formes atypiques d'emploi	Le travail atypique désigne les emplois qui sortent du cadre des modalités de travail classiques, notamment les contrats temporaires ou de durée déterminée, le travail intérimaire ou détaché, le travail économiquement dépendant, ainsi que le travail à temps partiel, y compris le travail à temps partiel marginal, caractérisé par des horaires réduits, variables et souvent imprévisibles. Le travail atypique peut être formel ou informel.	• BIT. 2016. <i>Formes atypiques d'emploi</i>, disponible à: http://www.ilo.org/global/topics/employment-security/non-standard-employment/lang-en/index.htm [Données du 5 avril 2016].
Gestion des chaînes d'approvisionnement	La gestion des chaînes d'approvisionnement englobe l'ensemble des processus et des activités de planification que les entreprises donneuses d'ordre coordonnent pour influencer et contrôler les opérations de leurs fournisseurs et de leurs sous-traitants.	• BIT: <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i>, Rapport IV, Conférence internationale du Travail, 105e session (Genève, 2016).

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Gouvernance sociale	Au sens du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016), interaction entre les partenaires sociaux au niveau de l'entreprise et aux niveaux sectoriel, national ou international. Dans ce cadre, syndicats, entreprises, organisations d'employeurs et autres organisations de la société civile engagent un processus en vue de définir et de mettre en œuvre des programmes conjoints de gouvernance. Contrairement aux mécanismes de gouvernance privée, qui sont adoptés par les entreprises de façon unilatérale, la gouvernance sociale appelle une négociation entre les travailleurs et l'employeur.	Dans le rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016), ce terme est employé au sens de la définition donnée par G. Gereffi and J. Lee (2016): « Economic and social upgrading in global value chains and industrial clusters: Why governance matters », dans <i>Journal of Business Ethics</i> , Vol. 133(1), pp. 25-38.
Initiative privée de contrôle de la conformité	Les initiatives privées de contrôle de la conformité sont des dispositifs privés qui sont volontairement instaurés par les entreprises donneuses d'ordre ou des groupes d'entreprises pour veiller au respect de codes de conduite ou d'autres normes particulières. Il peut s'agir de codes de conduite et d'audits sociaux, d'initiatives de certification ou d'autres mécanismes d'autoévaluation, comme le Pacte mondial des Nations Unies.	BIT: <i>Inspection du travail et initiatives de vérification privées: tendances et enjeux</i>, document d'information en vue de la Réunion d'experts sur l'inspection du travail et le rôle des initiatives de vérification privées (Genève, 10-12 décembre 2013).
Initiatives multipartites	Les initiatives multipartites associent des acteurs privés et non gouvernementaux à la négociation de normes portant sur le travail, sur la santé et la sécurité ainsi que sur l'environnement au contrôle du respect de ces normes et à l'établissement de mécanismes de certification et de labellisation incitant les entreprises à s'y conformer. Aux fins du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016), les initiatives multipartites constituent un exemple de gouvernance sociale.	D. O'Rourke: «Locally accountable good governance: Strengthening non-governmental systems of labor regulation», Global Economic Governance Working Paper 2005/16, p. 2.
Internalisation	Pratique consistant, pour une entreprise, à utiliser sa propre main-d'œuvre et / ou ses ressources pour réaliser une tâche (au sein de son système d'entreprises en place à l'échelle mondiale). L'internalisation peut avoir lieu dans le pays de l'entité-mère (internalisation locale) ou dans celui d'une filiale (internalisation à l'étranger). Voir Figure 2.1 du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016) Voir également: délocalisation; relocalisation; externalisation.	M. Kotabe, M. Mol, J. Murray. 2011. The Future of Global Business: A Reader (dir. de publication.) M. Czinkota, I. Ronkainen. K. Bjerring Olsen. 2006. « Productivity Impacts of Offshoring and Outsourcing: A review », STI Working Paper 2006/1. OECD Directorate for Science, Technology and Industry (STI) (Paris, 2006). L. Abramovsky et R. Griffith: « Outsourcing and offshoring of business services: How important is ICT? », dans Journal of the European Economic Association (2006, Vol. 4, No. 2–3), p. 595.
Investissement direct étranger (IDE)	Selon la définition de la Banque mondiale, catégorie d'investissement transnational effectué par une entreprise opérant au sein d'une économie pour exercer un contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur.	Banque mondiale: <i>What is the difference between Foreign Direct Investment (FDI) net inflows and net outflows?</i>, données du 29 avril 2016 disponibles à: https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/114954-what-is-the-difference-between-foreign-direct-inve
Législation du travail	La législation nationale du travail est un moyen de régir les relations professionnelles et les relations d'emploi, en garantissant la concrétisation du travail décent et la promotion de l'État de droit. En vertu de la Constitution de l'OIT, le Bureau doit fournir des services consultatifs aux Etats Membres pour les aider à évaluer, élaborer et réviser leurs législations nationales du travail.	Site Web du BIT: http://www.ilo.org/ifpdial/areas-of-work/labour-law/lang--fr/index.htm
Liberté syndicale	Droit d'organisation et droit de constituer des organisations d'employeurs et de travailleurs. Le principe de la liberté syndicale est énoncé dans le préambule de la Constitution de l'OIT et il est au cœur des valeurs de l'OIT. Voir également: négociation collective; travail décent.	- BIT: Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, juin 1988, disponible à: http://www.ilo.ch/dyn/normlex/en/f?p=1000:62:0::NO:62:P62_LIST_ENTRIE_ID:2453907:NO [données du 5 avril 2016]. - BIT: Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Morcellement de la production	Fait de produire un bien ou de fournir un service en ayant recours à divers fournisseurs situés dans différentes régions géographiques. D'après les travaux de recherche sur la question, l'internationalisation et la dispersion de la production et de l'assemblage se sont accrues ces vingt dernières années, que ce soit entre les pays ou les usines. Cette tendance s'est accompagnée d'une augmentation des échanges de biens intermédiaires. Voir également: délocalisation.	- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2012): «Mapping Global Value Chains». The OECD Conference Centre, Paris. 4-5 Decembre 2012. Disponible à: http://www.oecd.org/dac/aft/MappingGlobalValueChains_web_usb.pdf G. Grossman et E. Rossi-Hansberg. «The Rise of Offshoring: It's not wine for cloth anymore», (dir. de publication) Federal Reserve Bank of Kansas City symposium, <i>The New Economic Geography: Effects and Policy Implications</i>, Jackson Hole, Wyoming. 24 -26 août. Disponible à: http://works.bepress.com/esteban_rossi_hansberg/16/ and https://www.princeton.edu/~erossi/RO.pdf - Foster, N., Stehrer, R., et Timmer, M. 2013. «International fragmentation of production, trade and growth: Impacts and prospects for EU member states», <i>Economic Paper 484</i> . Commission européenne. Disponible à: http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/economic_paper/2013/pdf/ecp484_en.pdf G. Gereffi and M. Korzeniewicz (eds): Commodity chains and global capitalism (Westport, CT, Praeger, 1994); et G. Gereffi: «Commodity chains and regional divisions of labor in East Asia», dans <i>Journal of Asian Business</i> , vol. 12(1) (2013), pp. 75-112. .
Négociation collective	Au sens de la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981, « toutes les négociations qui ont lieu entre un employeur, un groupe d'employeurs ou une ou plusieurs organisations d'employeurs, d'une part, et une ou plusieurs organisations de travailleurs, d'autre part ». La négociation collective vise notamment à fixer les conditions de travail et d'emploi et à régler les relations entre les employeurs et les travailleurs.	- BIT: Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. - BIT: Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981.
Normes internationales du travail	Instruments juridiques élaborés par les mandants de l'OIT (gouvernements, employeurs et travailleurs) qui énoncent les principes et droits fondamentaux au travail. Il s'agit soit de conventions, qui sont des traités internationaux juridiquement contraignants ouverts à la ratification des Etats Membres, soit de recommandations, qui sont des orientations non contraignantes.	Site Web du BIT: http://www.ilo.org/global/standards/introduction-to-international-labour-standards/international-labour-standards-creation/lang--fr/index.htm
Petites et moyennes entreprises (PME)	La définition des PME varie souvent d'un pays à l'autre et se fonde généralement sur le nombre de salariés, le chiffre d'affaires annuel ou le total de l'actif de l'entreprise. Selon la définition la plus courante, les micro-entreprises comptent de 1 à 10 salariés, les petites entreprises de 10 à 100 et les entreprises de taille intermédiaire de 100 à 250.	BIT: <i>Les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents et productifs</i> , rapport IV, Conférence internationale du Travail, 104e session, Genève, 2015, paragr. 10.
Prime de qualification	Ratio du salaire horaire moyen du travail qualifié par rapport à celui du travail non qualifié.	BIT: <i>World Employment and Social Outlook: The changing nature of jobs</i> (Résumé disponible en français: Emploi et questions sociales dans le monde: Des modalités d'emploi en pleine mutation) (Genève, 2015), p. 144.
Production à la pièce	Modalité de travail en vertu de laquelle les travailleurs sont rémunérés en fonction du nombre de pièces qu'ils produisent, indépendamment du nombre d'heures travaillées.	K. Fernandez-Stark, S. Frederick et G. Gereffi: «The Apparel Global Value Chain: Economic Upgrading and Workforce Development», dans G. Gereffi, K. Fernandez-Stark et P. Psilos: <i>Skills for Upgrading: Workforce Development and Global Value Chains in Developing Countries</i> , Duke University, Caroline du Nord, 2011.
Progrès social; Développement social	L'une des trois dimensions du développement durable. Bien qu'il n'existe pas de définition communément admise du progrès social, cette notion renvoie généralement aux aspects du développement relatifs au bien-être de l'être humain et à l'instauration d'une société où les conditions de vie sont meilleures. Par exemple, le Sommet mondial pour le développement social, organisé à Copenhague en 1995, a préconisé des objectifs de développement social reposant sur l'éradication de la pauvreté, des mesures favorable au plein emploi et la promotion de l'intégration sociale. Voir également: développement durable; croissance économique inclusive; développement inclusif.	- Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies: «Rethinking and Strengthening Social Development in the Contemporary World: Progress in Advancing Social Development and Lessons Learned», Réunion du groupe d'experts (New York, 2014). - Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013): « Measuring Well-Being for Development», document de travail présenté au Forum mondial annuel de l'OCDE sur le développement.

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Protection sociale	D'après la définition du BIT, ensemble des mesures publiques dont une société se dote pour prémunir ses membres contre les conséquences économiques et sociales de l'absence d'un revenu du travail ou d'une réduction substantielle de celui-ci par suite de divers événements (maladie, maternité, accidents du travail/maladie professionnelle, chômage, invalidité, vieillesse, décès du soutien de famille), pour assurer l'accès aux soins de santé et certaines prestations aux familles avec enfants.	• BIT: Rapport sur le travail dans le monde 2000: sécurité du revenu et protection sociale dans un monde en mutation (Genève, 2000). • BIT: Principes de la sécurité sociale (Genève,1998), dans Bonilla García, A.; Gruat, J.-V. (2003): <i>Investir à toutes les étapes du cycle de vie: pour la justice sociale, la réduction de la pauvreté et le développement durable</i> (Genève, BIT)
Relation commerciale asymétrique	Relation commerciale caractérisée par une asymétrie du pouvoir. C'est le cas par exemple lorsqu'un acheteur peut négocier ou définir les prix et décider comment, quand, où et par qui telle ou telle de ses marchandises devra être produite.	• W. Milberg and D. Winkler: Outsourcing economics: Global value chains in capitalist development (Cambridge University Press, 2013); G. Gereffi et M. Christian: «The impacts of Wal-Mart: The rise and consequences of the world's dominant retailer», dans <i>Annual Review of Sociology</i> n° 35 (2009).
Relation de travail	Concept juridique largement utilisé dans de nombreux pays pour désigner la relation entre une personne dénommée «salarié» (fréquemment appelée «travailleur») et un «employeur» pour lequel le "salarié" accomplit un travail dans certaines conditions en échange d'une rémunération. C'est par le biais de la relation de travail, quelle qu'en soit la définition, que des droits et obligations réciproques sont créés entre le salarié et l'employeur.	• BIT: <i>La relation de travail</i>, Conférence internationale du Travail, 95e session (Genève, 2006)
Relation de travail triangulaire	Une relation de travail est «triangulaire» lorsqu'un salarié d'une entreprise (l'entreprise «prestataire») effectue une tâche pour un tiers (l'entreprise «utilisatrice»). Dans une relation de travail où le travailleur a un seul interlocuteur, l'identité de l'employeur ne fait habituellement pas de doute: il s'agit de la personne qui a engagé le travailleur ou qui remplit les fonctions normales de l'employeur. Toutefois, la situation peut être différente dans une relation de travail «triangulaire» où ces rôles sont assumés séparément ou conjointement par plusieurs personnes, l'une ou plusieurs d'entre elles pouvant être considérées comme étant l'employeur. En particulier, le travailleur peut ne pas savoir exactement à qui demander le paiement de sa rémunération ou d'une indemnisation en cas d'accident du travail ou s'il peut se retourner contre l'utilisateur au cas où l'employeur direct disparaît ou devient insolvable.	• BIT: <i>La relation de travail</i>, Conférence internationale du Travail, 95e session, Genève, 2006.
Relocalisation	Pratique consistant à rapatrier une activité réalisée à l'étranger dans le pays d'origine de l'entreprise donneuse d'ordre, ou à déplacer une activité déjà réalisée localement vers un autre lieu du territoire national de l'entreprise donneuse d'ordre où les coûts sont moins élevés. Voir la Figure 2.1 du rapport du BIT <i>Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales</i> (Genève, 2016) Voir également: délocalisation; externalisation; internalisation.	• L. Abramovsky et R. Griffith: «Outsourcing and offshoring of business services: How important is ICT?», dans <i>Journal of the European Economic Association</i> (2006, vol. 4, no 2-3), p. 595.
Réseaux mondiaux de production	Réseaux de fonctions et d'activités étroitement liées entre elles et exercées par des entreprises et des organisations non commerciales, au moyen desquels des biens et services sont produits et distribués. Aux fins du rapport soumis à la Conférence internationale du Travail, ce terme est considéré comme synonyme de «chaînes d'approvisionnement mondiales». Voir également: chaînes d'approvisionnement mondiales; chaînes de valeur mondiales.	• Henderson, J., Dicken, P., Hess, M., Coe, N., et Wai-chung Yeung, H. 2002. « Global production networks and the analysis of economic development », <i>Review of International Political Economy</i>, 9(3): 436-464. • Park, A., Nayyar, G., Low, P. 2013. <i>Supply Chain Perspectives and Issues, A Literature review</i>, Fung Global Institute et Organisation mondiale du commerce. ISBN: 978-92-870-3893-7.
Responsabilité sociale des entreprises (RSE)	Expression communément employée pour désigner les initiatives d'autorégulation volontaire que prennent des entreprises afin d'évaluer les effets de leurs activités sur le bien-être environnemental, économique et social et d'en assumer la responsabilité.	• M. Hopkins: <i>Corporate social responsibility: an issues paper</i> (Genève, BIT, document de travail n° 27, 2004). • BIT: <i>Disability and corporate social responsibility reporting: An analysis comparing reporting practices of 40 selected multinational enterprises</i>, Département des conditions de travail et de l'égalité (WORKQUALITY), Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) (Genève, 2014)

TERME	DEFINITION	REFERENCE
Salaire de subsistance	S'il n'existe pas de définition universellement acceptée du concept de salaire de subsistance, l'idée qui le sous-tend est que les travailleurs et leur famille devraient en tout cas être en mesure de mener une existence simple mais décente, considérée comme acceptable par la société compte tenu de son niveau de développement économique. Ils devraient pouvoir vivre au-dessus du seuil de pauvreté et participer à la vie sociale et culturelle.	• R. Anker: R. Anker: <i>Estimating a living wage: A methodological review</i> (BIT, Genève, 2011), dans <i>Systèmes de salaires minima</i>, Rapport III (Partie 1B), Conférence internationale du Travail, 103 e session, Genève, 2014. • Constitution de l'OIT, 1919. • Annexe : Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail (Déclaration de Philadelphie) 1944.
Socle de protection sociale	Ensembles de garanties élémentaires de sécurité sociale définis à l'échelle nationale qui assurent une protection visant à prévenir ou à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Ces garanties devraient assurer au minimum à toute personne dans le besoin, tout au long de la vie, l'accès à des soins de santé essentiels et une sécurité élémentaire de revenu.	• BIT (2016): Socle de protection sociale, Département de la protection sociale du BIT http://www.ilo.org/secsoc/areas-of-work/policy-development-and-applied-research/social-protection-floor/lang--fr/index.htm [données du 5 avril 2016]. • BIT: Recommandation sur les socles de protection sociale, 2012 (n° 202).
Sous-traitant	Personne physique ou morale qui s'engage à assurer l'exécution d'un travail pour une entreprise utilisatrice en vertu d'un arrangement contractuel avec cette dernière.	• BIT: <i>Le travail en sous-traitance</i>, eapport V (2B), Cinquième question à l'ordre du jour, Conférence Internationale du Travail, 86e Session (Genève, 1998).
Structure tripartite	Désigne le cadre dans lequel le gouvernement, les employeurs et les travailleurs (par l'intermédiaire de leurs représentants) interagissent en tant que partenaires égaux et indépendants en vue de rechercher des solutions à des questions d'intérêt commun. La structure de l'OIT repose sur ce principe.	• BIT: Arrigo, G.; Casale, G. (2005): <i>Glossary of labour law and industrial relations (with Special Reference to the European Union)</i> (Genève, 2005).
Transfert de technologies	Transfert de savoir-faire, de techniques de production et de matériel d'un pays à l'autre. Par exemple, construction d'usines et d'unités de production complètes, importation d'équipement et de logiciels, financement de grands projets d'industrialisation ou d'infrastructure, ou mise à disposition d'experts étrangers.	• BIT : <i>Sécurité, santé et conditions de travail dans les transferts de technologie aux pays en développement</i>, 1998 Disponible à: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_protect/@protrav/@safework/documents/normativeinstrument/wcms_112654.pdf • Thesaurus du BIT.
Travail décent	L'expression a été utilisée pour la première fois dans le rapport du Directeur général à la Conférence internationale du Travail de 1999 (87e session). Le travail décent repose sur quatre piliers : création d'emplois, protection sociale, droits au travail et dialogue social. Pris ensemble, ces quatre éléments constituent l'Agenda du travail décent de l'OIT.	• Ghai, D. (2003): «Decent work: Concept and indicators », dans <i>International Labour Review</i> , Vol. 142(2). • BIT: <i>Travail décent</i> , rapport du Directeur général à la Conférence internationale du Travail, 87e session (Genève, 1999)
Zone franche d'exportation (ZFE)	Zones industrielles disposant d'avantages spéciaux qui ont été créées pour attirer les investisseurs étrangers et dans lesquelles des produits importés subissent une transformation avant d'être réexportés.	• BIT: «Zones franches», dans <i>Effets des entreprises multinationales sur l'emploi dans les pays en développement</i> (Genève, 1981)